

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 18/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON

1960 RTE DE FRANS
BP 60450
69657 VILLEFRANCHE SUR SAONE

Références : UD-R-CTESSP-22-197-LO
Code AIOT : 0006103875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2022 dans l'établissement TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON implanté 1960 RTE DE FRANS 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'arrêté préfectoral sécheresse n°DDT_SEN_202208089_B119 du 09/08/2022.

Le site est situé dans la zone 2 - territoire de l'axe Saône, actuellement en situation maximale de crise. Il est soumis par conséquence à des mesures restrictives de prélèvement d'eaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET IMPRESSIONS DE LYON
- 1960 RTE DE FRANS 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE
- Code AIOT : 0006103875
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement réalise des opérations d'impression, d'apprêt et de finition (ainsi que les opérations liées de désencollage, lavage, séchage...) sur des tissus en fibre cellulosique (coton & viscose) et polyester.

La situation administrative de l'établissement est la suivante :

- Autorisation au titre des rubriques n°2330-1, 3620, 29 10-A-1
- Déclaration au titre des rubriques n° 15 10-3, & 2925.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2010 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 25 avril 2017 (rejets aqueux).

Depuis 2019, l'exploitant ne rejette plus ses effluents dans la station d'épuration de la Communauté d'Agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône. Il a mis en place une station de traitement interne et rejette ses effluents dans la Saône.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|---|-----------------------|
| 2 | Organisation suite à l'arrêt sécheresse | Arrêté Préfectoral du 09/08/2022, article annexe 5 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 1 jour |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | installation de prélèvement | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 | / | Sans objet |
| 3 | Prélèvements et consommation d'eau | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14, alinéa 1 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|----------------------------------|--|-------------------|
| 4 | Conséquences en cas d'arrêt de production suite à l'arrêt sécheresse | Arrêté Préfectoral du 09/08/2022 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'arrêt sécheresse précité, le site ne peut pas continuer de prélever sans déposer d'une demande d'exemption, et sans accord de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : installation de prélèvement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 |
| Thème(s) : Risques chroniques, compteur + registre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant indique que le site dispose de trois puits, tous munis de compteurs. Les trois compteurs d'eau de forage ont été visualisés par l'Inspecteur : - compteur puits 2 : 1086360 m3 ; - compteur puits 3 : 287767 m3 ; - compteur puits 4 : 709260 m3. Le site est actuellement fermé : seules les activités de maintenance sont en fonctionnement. Le site fonctionne 5 jours sur 7. Les registres 2022, 2021, 2020 et 2019 ont été transmis par courriel du 12/08/2022 durant la visite. L'analyse de ce registre fait l'objet d'un constat spécifique. Les derniers volumes annuels prélevés dans la nappe sont de : - 2021 : 334940 m3 soit une moyenne de 27912 m3/mois ; - 2020 : 272075 m3 soit une moyenne de 22673 m3/mois ; - 2019 : 315883 m3 soit une moyenne de 26323 m3/mois. La consommation quotidienne dépasse les 100 m3. Les relevés présentés sur le terrain sont mensuels : l'exploitant indique toutefois qu'une personne se charge d'un suivi plus précis, sans en apporter des éléments et sans confirmer que le relevé est quotidien (vacances). L'arrêté ministériel prévoit que le relevé est quotidien. <u>Demande</u> : l'exploitant justifie que le relevé des prélèvements dans la nappe est quotidien (1 semaine). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Organisation suite à l'arrêt sécheresse

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2022, article annexe 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, gestion de crise |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (ex : nettoyage à grande eau). Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. |
| Constats : Le site est actuellement à l'arrêt depuis le vendredi 5er aout au soir. La reprise est prévue le 29 aout. L'exploitant estime qu'entre 10 à 100 m3 d'eaux seront prélevés dans chaque puits sur les 2 prochaines semaines pour réaliser l'ensemble des opérations de maintenance devant être menées (comme le nettoyage ou la vidange). L'Inspection rappelle que l'arrêt sécheresse a été mise à jour le 09/08/2022 et que les activités doivent être reportées. L'exploitant précise ne pas avoir eu connaissance de cet arrêté : à cet effet, l'Inspection lui a remis en main propre une copie l'arrêt préfectoral sécheresse, ainsi qu'une copie par courriel transmis le jour même. L'Inspection a précisé les modalités de l'arrêt préfectoral, notamment les demandes d'exemption possibles. Compte tenu de l'absence de transmission de dossier justifiant d'une éventuelle exception, , l'exploitant n'est pas autorisé à prélever dans la nappe conformément aux dispositions de l'arrêt préfectoral du 9/08/2022. Tout prélèvement non autorisé fera l'objet des sanctions administratives et pénales. <u>Demande :</u> L'exploitant arrête tout prélèvement dans la nappe. La reprise d'activité ne pourra se faire qu'après transmission du dossier d'exemption mentionné dans l'arrêt préfectoral sécheresse n°DDT_SEN_202208089_B119 du 09/08/2022 (annexe 5) et que sous réserve qu'il soit validé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 jour |

N° 3 : Prélèvements et consommation d'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14, alinéa 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions pour limiter les flux d'eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. |
| Constats : Lors de la visite, il n'a pas été mentionné à l'Inspection la présence de procédures à appliquer en cas de sécheresse. |
| <u>Demande :</u> L'exploitant définit des actions à mettre en oeuvre en cas de sécheresse (3 mois). |
| Type de suites proposées : Avec suites administratives |
| Proposition de suites : Lettre préfectorale |

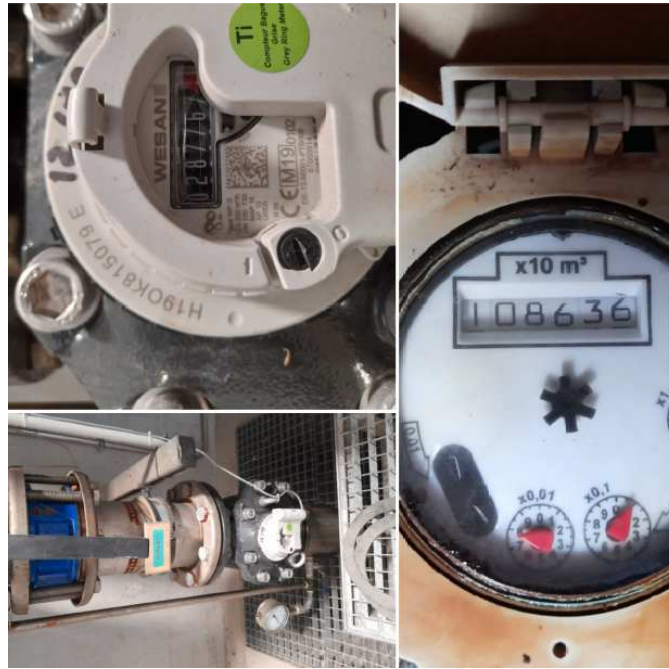
N° 4 : Conséquences en cas d'arrêt de production suite à l'arrêt sécheresse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2022 |
| Thème(s) : Autre, impact économique |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Impact de l'arrêt sécheresse DDT_SEN_202208089_B119 |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant précise que l'arrêt d'activité aurait un impact important sur son activité économique ainsi que chez ses clients. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Annexe 2 : photos

à gauche : puits 3

à droite : puits 2



En haut : compteur
eau adoucie
partant dans l'usine

en bas : compteur
puits 4

